

VIA RAIL

M. Iain Angus (Thunder Bay—Àtikokan): Ma question s'adresse au vice-premier ministre qui a déjà été un ardent défenseur des trains de voyageurs.

Aujourd'hui, à la conférence des premiers ministres, les premiers ministres provinciaux, comme les maires et le Comité permanent des finances l'ont déjà fait, demandent au premier ministre du Canada d'imposer un moratoire sur les compressions budgétaires à VIA Rail jusqu'à ce que la commission royale d'enquête ait terminé l'examen des services voyageurs et ait présenté son rapport pour que le gouvernement puisse se fonder sur un point de vue indépendant et raisonné plutôt que sur des renseignements biaisés.

Le gouvernement respectera-t-il enfin la volonté des provinces et de la population canadienne en déclarant un moratoire sur les compressions budgétaires imposées à VIA Rail?

L'hon. Benoît Bouchard (ministre des Transports): Monsieur le Président, je répète encore une fois ce que j'ai déjà dit. Le député sait très bien que le gouvernement fédéral a réduit les subventions qu'il accordait à VIA Rail parce que c'était un luxe que nous ne pouvions plus nous offrir. Nous ne pouvions plus nous permettre d'engouffrer encore beaucoup d'argent dans un service que la population n'utilise pas.

Cette semaine, pendant les audiences du comité, auxquelles le député assistait, j'ai demandé aux maires s'ils étaient prêts à fournir l'argent nécessaire pour maintenir le service et à l'unanimité, ils ont répondu non.

Si nous n'avons pas l'argent, nous devons réduire les services. Nous n'acceptons pas l'idée d'un moratoire parce que nous devons mettre la décision en oeuvre d'ici le 15 janvier 1990.

* * *

PRÉSENCE À LA TRIBUNE

M. le Président: J'attire l'attention des députés sur la présence à notre tribune de Son Excellence Mikolaj Kokakiewicz, président à la Diète de Pologne.

Des voix: Bravo!

Questions orales

LE PROJET DE TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Monsieur le Président, c'est au vice-premier ministre que je m'adresse. Selon le rapport que les gouvernements provinciaux ont publié hier soir, la taxe de vente sur les produits et les services entraînera la perte de plus de 400 000 emplois. Par ailleurs, dans son exposé budgétaire du 27 avril dernier, le ministre des Finances déclarait que le chômage l'année prochaine atteindrait de 8,5 p. 100. En outre, le rapport de la Banque de Montréal indique que le chômage l'année prochaine atteindra 9 p. 100. Enfin, selon un rapport récent du Conference Board of Canada, nous sommes à la veille d'une récession.

Dans ces conditions, pourquoi le gouvernement persiste-t-il à recourir à cette taxe de vente sur les produits et les services qui va nuire à tant de Canadiens? Pourquoi le gouvernement se soucie-t-il davantage d'appliquer son programme de droite que de préserver les emplois des Canadiens?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Àgriculture): Pour la très simple raison que notre programme jusqu'ici a donné d'excellents résultats, monsieur le Président. Grâce à notre programme, le Canada figure au premier rang des pays industrialisés pour ce qui est de la création d'emplois, de la croissance économique, de l'augmentation de la productivité et le climat propice aux investissements. Depuis que le gouvernement est entré en fonction, il a réussi à créer un million et demi de nouveaux emplois. Il est parvenu à réduire le chômage de 11,7 p. 100 à 7,3 p. 100, et la baisse se poursuit. Depuis six mois, nous avons enregistré l'une des périodes de croissance les plus intenses.

De quoi le député se plaint-il? Nous reproche-t-il de créer des emplois, d'assurer la croissance et la stabilité de l'économie, et de faire régner un climat de confiance? Si c'est cela dont il se plaint, il se plaint à tort.

M. Allmand: Monsieur le Président, cette réponse ne plaira pas aux chômeurs. Les Canadiens ne croient plus le gouvernement quand il se vante d'avoir créé des emplois et de relancer l'économie. À preuve, le sondage publié ce matin indique que 69 p. 100 des Canadiens pensent que le gouvernement faillit à la tâche.